



Opinion, politique et média : consensus social, polarisation politique

L'Espagne se distingue en Europe par une opinion publique globalement favorable à l'immigration, malgré une polarisation croissante du débat politique. Longtemps reléguée à l'arrière-plan, la question migratoire s'impose depuis 2018 comme enjeu de clivage électoral, avec l'ascension rapide du parti d'extrême droite Vox, mais aussi une réponse assumée de l'exécutif.

Le gouvernement de Pedro Sánchez défend une vision pragmatique et humaniste de la migration, l'inscrivant comme levier de prospérité économique et démographique. Ce positionnement contraste avec la dynamique européenne dominante, marquée par le repli sécuritaire. Face à Vox, qui fait de l'immigration un vecteur de mobilisation électorale, Sánchez réaffirme la contribution des immigré-es à la société espagnole : «Nous, les Espagnols, nous sommes des enfants de l'immigration. Nous n'allons pas être les parents de la xénophobie.»

L'opinion publique reste majoritairement tolérante : 66% des Espagnol-es estiment que les immigré-es contribuent positivement au pays, et 87 % se disent favorables à l'accueil des réfugié-es — le taux le plus élevé de l'UE. Cette perception s'explique par l'histoire migratoire de l'Espagne, les liens linguistiques et culturels avec l'Amérique latine, et une focalisation moindre sur les questions sécuritaires.

Pour autant, le débat s'est radicalisé : Vox a consolidé une base électorale autour d'un discours nationaliste et anti-immigration, particulièrement dans les régions rurales ou à forte pression migratoire. Cette polarisation est accentuée par le rôle ambivalent des médias, oscillant entre récits stéréotypés de crise aux frontières et valorisation ponctuelle du rôle des immigré-es, notamment en période de catastrophes naturelles ou sanitaires. L'analyse des enquêtes d'opinion montre que la perception de l'immigration est fortement corrélée à la conjoncture économique. En période de croissance, elle est perçue comme une opportunité. Les discours de rejet restent concentrés autour des électorats de droite radicale, tandis que la majorité sociale adhère à une vision fonctionnelle de la migration : répondre aux besoins économiques, soutenir la démographie, et maintenir le système social redistributif.

Dans un contexte européen de fermeture, l'Espagne incarne une exception relative, où l'adhésion sociale à l'immigration reste élevée, à condition qu'elle soit régulée, utile, et encadrée. Cette ligne de crête reste toutefois fragile face aux dynamiques de polarisation politique et aux effets de cadrage médiatique.

